



MAINE-ET-LOIRE

M@G

LE MAGAZINE DES  
SERVICES DE L'ÉTAT

**Rapport d'activité  
des services de  
l'État 2016**

**OCTOBRE 2017**

**NUMÉRO SPÉCIAL**

# L'Année en images

Retrouvez l'année 2016 en images...

UNE ANNÉE MARQUÉE PAR DE  
NOMBREUSES VISITES MINISTÉRIELLES



... DONT DEUX VISITES  
PRÉSIDENTIELLES



**C**e rapport présente l'activité des services de l'État placés sous l'autorité de ma prédécesseur, la Préfète Abollivier, et illustre l'engagement au service de nos concitoyens de tous les fonctionnaires qui vont vivre cette action.

Les pages qui suivent ne prétendent pas embrasser toute l'action de l'État, mais mettre en lumière les temps forts de l'année. Ils dessinent en creux nos ambitions futures.

L'année 2016 a été marquée par de nombreux défis, qui demeurent les exigences des années à venir. Le premier d'entre eux a bien évidemment été celui de la **sécurité**. Alors que la France a été frappée sur son sol lors de la fête nationale, l'engagement des services, notamment de police et de gendarmerie, contre la menace terroriste a été constant et absolu. L'engagement de l'État pour la sécurité de ses citoyens s'est également manifesté dans les domaines de la lutte contre la délinquance, de la prévention des risques naturels et de la sécurité sanitaire.

L'accompagnement de tous les acteurs économiques est également une mission primordiale de l'État. Engagé dans la bataille pour l'emploi aux côtés des employeurs, des salariés et des demandeurs d'emplois, l'État agit pour créer un environnement local favorable et dynamiser l'économie.

Par ailleurs, les services de l'État ont accompli un travail conséquent en faveur de l'aménagement du territoire, en lien étroit avec les collectivités. Les efforts réalisés en matière de fusion et de regroupement de communes font du Maine-et-Loire un exemple pour l'ensemble du territoire.

Enthousiaste à l'idée de poursuivre cette action au service de nos concitoyens, je vous souhaite une bonne lecture.

**Bernard Gonzalez**  
Préfet de Maine-et-Loire

Retrouvez nous sur :

[www.maine-et-loire.gouv.fr](http://www.maine-et-loire.gouv.fr)  
 [@Préfet49](https://twitter.com/Préfet49)

## SOMMAIRE

### 4-6/ Sécurité :

3. Lutte contre le terrorisme et prévention de la radicalisation

5. Lutte contre l'immigration irrégulière

5-6. Mais aussi...

6. Sécurité des populations

### 7-9/ Economie :

7-8. Favoriser et dynamiser l'emploi

9. Soutenir le tissu entrepreneurial et la compétitivité du territoire

### 10-13/ Environnement :

10. Soutien à l'économie agricole

11. Développement durable et énergies renouvelables

12-13. Préservation du cadre naturel

### 14-16/ Cohésion sociale :

14. Accueil des étrangers

15-16. Les dispositifs d'aides sociales et de lutte contre les inégalités

16. La politique de la ville

### 17-19/ L'aménagement territorial et modernisation de l'action publique :

17-18. Cohésion territoriale et relations avec les collectivités

18. Modernisation des services de l'État

19. Politique en faveur de la ruralité

### 20/ Éducation, Sports et Culture

#### Mentions Légales

Directeur de publication :  
Préfet de Maine-et-Loire

Édition, conception, réalisation :  
Service départemental de la communication  
interministérielle - Préfecture de Maine-et-Loire

Comité de rédaction :  
Réseau des chargés de communication des  
services de l'État en Maine-et-Loire

Crédits photos :  
Préfecture, G. Duterte, I. Chamaillet, DDT, DDSP,  
Gendarmerie, DDPP, Sco, Pixabay,

# Sécurité



**G**arantir la sécurité des nos concitoyens est la priorité première de l'État. L'action des forces de l'ordre dans la lutte contre la radicalisation et contre la menace terroriste s'est renforcée en 2016, année marquée par des attentats de grande ampleur.

## Lutte contre le terrorisme et prévention de la radicalisation

L'année 2016, tout comme l'année 2015, a été marquée par un renforcement du dispositif sécuritaire suite aux événements tragiques qui ont endeuillé la France. L'état d'urgence, resté en vigueur, a constitué un axe majeur de l'action des services de sécurité. À ce titre, **9 perquisitions** ont été prononcées et **une assignation à résidence** a été prorogée.

L'ensemble des services de l'État sont mobilisés pour lutter activement contre le phénomène de radicalisation. Le Service Départemental du Renseignement Territorial (SDRT) contribue à la **prévention des actions violentes** par la détection, l'identification et l'évaluation des individus radicalisés. Des **référénts sécurités** présents dans les services de l'État (Éducation nationale, CAF, etc.) et des collectivités se réunissent régulièrement,

à l'initiative de la préfecture, pour identifier les cas de radicalisation potentielle le plus en amont possible par la **détection de signaux faibles**.

Après l'attentat meurtrier du 14 juillet 2016 à Nice, **de nouvelles mesures ont été prises pour la sécurité des citoyens, notamment lors des rassemblements et manifestations publiques**, représentant des cibles potentielles. Un étroit travail de collaboration entre les organisateurs, les municipalités, les services de maintien de l'ordre, la Préfecture et les sous-préfectures a été mis en place. Un **plan départemental attentat** a été élaboré puis testé sur 2 exercices de terrain en fin d'année 2016.

## Lutte contre l'immigration irrégulière

Dans le contexte de crise migratoire que connaît le continent européen, en corollaire de l'effort d'accueil consenti, la **lutte contre l'immigration irrégulière et les filières** ainsi que la **mise en œuvre d'une politique d'éloignement** sont des axes prioritaires d'action en matière sécuritaire.

Au cours de l'année 2016, 484 mesures d'éloignement dont 200 à l'encontre des demandeurs d'asile déboutés et 172 assignations à résidence ont été prononcées. 91 étrangers en situation irrégulière ont été interpellés. 51 placements en rétention ont été prononcés ainsi que 34 éloignements effectifs.

## Mais aussi...

### SÉCURITÉ ROUTIÈRE

Après une année 2015 où la sécurité des routes avait permis de faire diminuer le nombre d'accidents et de victimes, **l'année 2016 s'est révélée particulièrement dangereuse**. Les services de l'État, notamment la **Formation Motocycliste Urbaine** de la police nationale et l'**Escadron Départemental de la Sécurité Routière** de la gendarmerie nationale, sont mobilisés pour lutter contre l'insécurité routière. 135 actions de sensibilisations et de prévention ont également été menées dans l'année, tandis que 31 radars fixes aident à la répression des vitesses excessives, première cause d'accidents en ville. En 2016, 2 506 permis de conduire ont été retirés et 2 383 ont été suspendus. La sécurité routière relève avant tout de la responsabilité de chacun.



***En Maine et Loire, chaque jour, une personne est tuée ou blessée gravement sur la route.***

	2015	2016	Evolution
<b>Accidents corporels</b>	658	757	+ 15 %
<b>Blessés</b>	852	943	+ 10,6 %
<b>Tués</b>	31	40	+ 29 %

### RÉFORME DE LA POLICE : ARMEMENT ET VIDEOPROTECTION

Depuis le 29 novembre 2016, les agents de police municipale ainsi que les agents des services internes de sécurité de la SNCF peuvent être **équipés d'armes à feu de poing de calibre 9 mm**. Fin 2016, le département comptait 186 policiers municipaux, dont 105 étaient armés.

Depuis le 23 décembre 2016, la loi donne aux policiers équipés de **caméras-piéton** la possibilité de filmer certaines de leurs interventions dans les lieux publics, lieux privés ouverts au public, domiciles et assimilés. Destiné à favoriser le rapprochement de la police et de la population, ce dispositif contribue à prévenir les incidents au cours des interventions, constater les infractions et poursuivre leurs auteurs ainsi qu'à améliorer la formation des policiers.

## DÉLINQUANCE

L'année 2016 s'est caractérisée par une hausse des faits de délinquance constatés tant pour les atteintes volontaires à l'intégrité physique (+5,4%) que pour les atteintes aux biens (+6,4%). 2 894 cambriolages ont été constatés sur l'année, dont 60 % en zone gendarmerie. 2 456 véhicules, voitures et deux-roues, ont également été dérobés.

Le **Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance** a financé en 2016 des actions spécifiques, consacrées en priorité aux victimes de violences sexuelles. Un **référent départemental des violences conjugales** de l'association SOS Femmes a ainsi été mis en place. Le fonds participe également au **financement de la télé-protection en cas de grave danger**, portée par l'Association Départementale d'Aide aux Victimes et de Médiation de Maine-et-Loire.

Dans 10 communes du Maine-et-Loire, la lutte contre la délinquance est coordonnée au sein des Conseils locaux de sécurité et de prévention de la délinquance (CLSPD), qui définissent les objectifs de préservation de la sécurité et de la tranquillité publiques et assurent le suivi de leur mise en œuvre.

## Sécurité des populations

En 2016, l'ARS a effectué 2 689 contrôles sanitaires des eaux destinées à la consommation humaine dans le département, ainsi que 1 272 contrôles des eaux de loisirs. Aucune restriction de la consommation en eau potable n'a été prononcée.

**Les services vétérinaires ont maintenu une vigilance constante tout au long de l'année** afin de prévenir l'apparition de foyers d'influenza aviaire. Ils ont effectué des prélèvements dans 243 élevages, parmi lesquels aucun foyer n'a été détecté.

Au titre de la **sécurité des produits industriels** (cosmétiques, jouets, textiles, etc.), 684 établissements ont été visités par des agents de la Direction départementale de la protection des populations (DDPP) qui ont réalisé 2 058 actions de contrôles sur l'année.

### **Protection contre les risques d'inondations**

L'État s'investit dans des travaux de protection et de réduction de la vulnérabilité aux inondations, notamment par des actions d'entretien du lit de la Loire et de certains de ses affluents. Par ailleurs, dans le cadre du **Plan de gestion des risques inondations (PGRI)**, des travaux ont été menés pour établir un diagnostic fin des risques d'inondation liés au territoire Angers Authion Saumur, reconnu comme territoire à risque important d'inondation (TRI). Les travaux ont porté sur l'amélioration de la connaissance et de la culture des risques, la préparation à la gestion de crise ainsi que sur les ouvrages et systèmes d'endiguement.

### **Exercices Plan ORSEC**

Un important exercice, destiné à tester le plan ORSEC, organisé par le service interministériel de défense et de protection civile (SIDPC) de la préfecture, s'est déroulé au Stade Jean Bouin le 27 mai 2016. Impliquant 500 acteurs et 700 figurants, cet exercice a permis de vérifier la coordination des services de secours et de sécurité civile dans le cadre d'événements nécessitant l'évacuation rapide du Stade et la prise en charge de victimes.

Dans le cadre du dispositif ORSEC Val d'Authion, un exercice d'évacuation effective des habitants d'un quartier s'est tenu en 2016 sur les communes de Loire-Authion et de La Ménitré.



## Encourager la dynamique de l'emploi

### L'évolution du marché du travail en Maine-et-Loire

	2016	2015	Taux d'évolution
Taux de chômage (cat. A)	9,1 %	9,5 %	- 0,4 %
Demandeurs d'emploi (cat. A)	39 800	40 970	- 0,4 %
Licenciements économiques	1 161	2 106	- 44,9 %
Coût de l'activité partielle	1 508 729 €	1 700 139 €	- 11,8 %
Heures chômées	197 203	223 561	- 11,3 %

### Faciliter l'insertion dans le marché du travail

Pour faire face à la persistance du chômage, en particulier concernant les jeunes et les demandeurs d'emplois de longue durée, l'État a mis en œuvre différents dispositifs :

#### ➤ Mesures en faveur de la jeunesse :

- **672 contrats d'emplois d'avenir ont été conclus en 2016**, dont 578 dans le secteur non-marchand et 94 dans le secteur marchand ;
- **1 265 jeunes bénéficient d'un contrat d'insertion dans la vie sociale (CIVIS)** garantissant un accompagnement généralisé, un accès au régime général de la sécurité sociale ainsi qu'une allocation. 175 665 € ont été mobilisés au titre de cette allocation, dont le montant annuel peut atteindre 1 800 € par personne ;
- **La garantie jeune** est un dispositif qui permet aux jeunes en situation vulnérable de bénéficier d'une **allocation forfaitaire** (dont le montant maximal n'excède pas celui du RSA) et d'un **accompagnement vers l'emploi**, sous la forme d'un parcours d'accompagnement intensif et personnalisé avec mises en situations professionnelles. À partir de septembre 2016, 3 missions locales ont expérimenté ce dispositif permettant à 177 jeunes d'en bénéficier avant le 31 décembre 2016.

## Formation professionnelle et insertion par l'activité économique :

- **3 682 contrats d'apprentissage ont été enregistrés** dans le Maine-et-Loire en 2016 ;
- **1 919 certifications d'expérience (partielles ou totales)** ont été délivrées par la DIRECCTE en 2016, sous la forme de validations des acquis de l'expérience (VAE) ;
- **En 2016, l'État a consacré 12 M€ au financement de l'insertion par l'activité économique (IAE)**, en salariant 5 546 personnes en insertion. Dans le cadre de cette politique, le Maine-et-Loire accueille 70 dispositifs spécifiques (26 ateliers et chantiers d'insertion, 18 associations intermédiaires, 21 entreprises d'insertion et 5 entreprises de travail temporaire d'insertion).

## Prévenir les licenciements économiques et en atténuer les effets

Dans un contexte économique de sortie de crise et de tension du marché du travail, l'État met en place plusieurs dispositifs à destination des entreprises, des employés et des demandeurs d'emplois :

### Accompagner les entreprises en difficulté :

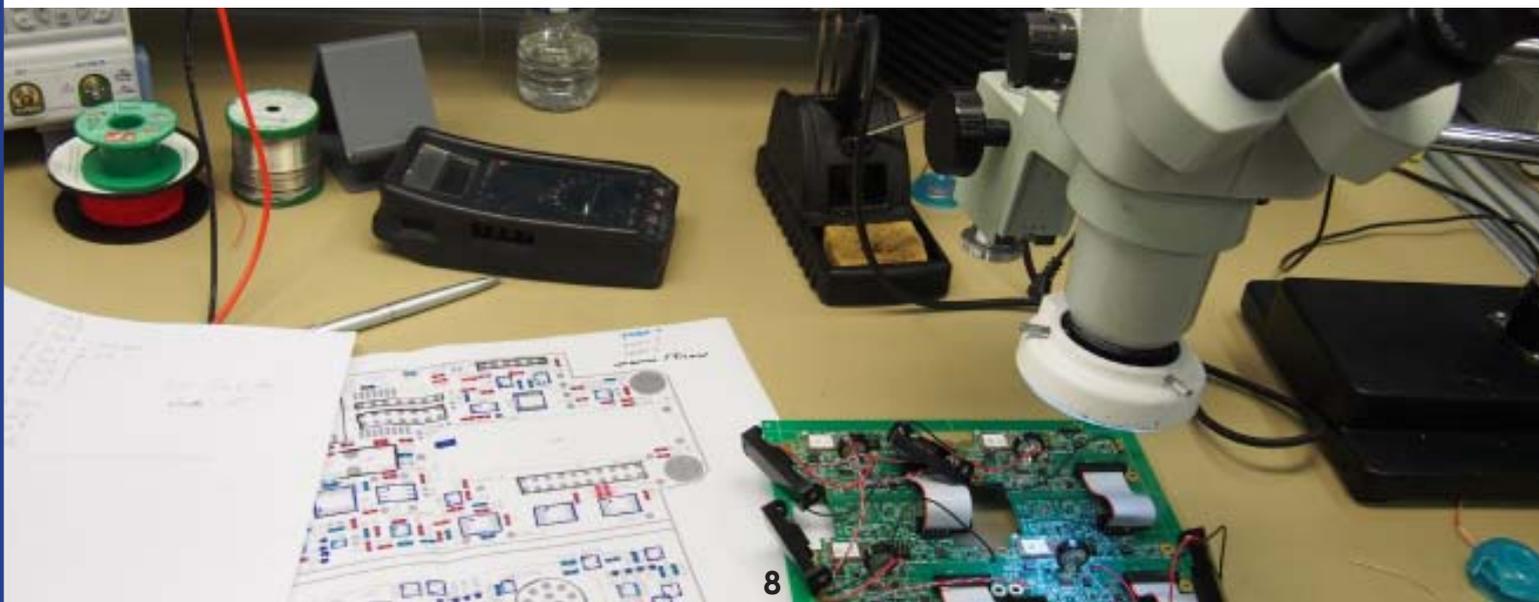
- En 2016, **une convention d'appui aux mutations économiques (AME)** de près de 10 000 € a été signée avec la société JF LEROUX à St-Christophe-du-Bois pour une action intitulée « *Mutations économiques et technologiques : nécessité de professionnaliser des techniciens* » ;

**OPCALIA**  
PROMOTEUR DE COMPÉTENCES

- Dans le cadre de la **Gestion Prévisionnelle des Emplois et Compétences (GPEC)**, une nouvelle convention a été signée le 1<sup>er</sup> octobre 2016 avec l'OPCA OPCALIA sur le territoire choletais pour une durée de 3 mois, afin de poursuivre le projet *Réseau Transpcompétences – Créateur de mobilités*. Ce dispositif qui encourage la mobilité est financé par l'État à hauteur de 37 675 €.

### Atténuer les effets du licenciement :

- **7 plans de sauvegarde de l'emploi (PSE)** ont été notifiés en 2016 à l'UD DIRECCTE. Les PSE ont pour objectif de faciliter la réinsertion des salariés ayant perdu leur emploi à la suite d'un licenciement collectif pour motif économique. 332 emplois supprimés se sont inscrits dans ce cadre, contre 469 en 2015. En un an, le nombre de PSE a baissé de 42 % et le nombre de licenciements collectifs de 30 %.
- **5 conventions d'allocation temporaire dégressive (ATD)** ont été signées en 2016, bénéficiant à 64 personnes. Ces conventions favorisent le reclassement externe d'un salarié en lui accordant une compensation financière pendant 2 ans s'il subit une baisse de rémunération en acceptant ce nouvel emploi.



## Soutenir le tissu entrepreneurial et la compétitivité du territoire

Un panel de mesures a été mis en place pour redynamiser le tissu entrepreneurial et la compétitivité du territoire. Elles visent à :



### Favoriser la compétitivité des entreprises

- En 2016, 10 420 entreprises ont bénéficié du « **Crédit d'impôt compétitivité emploi** » pour un montant de 101,5 M€. 7 363 foyers fiscaux ont bénéficié du CICE au titre des revenus 2015 pour 14,7 M€.
- Le dispositif de **suramortissement de 40 %** favorisant l'investissement productif mis en place en avril 2015 a été reconduit jusqu'en avril 2017.
- La **commission des chefs de services financiers et représentants des organismes sociaux (CCSF)** a été saisie dans le cadre de sa mission de soutien aux entreprises qui connaissent des difficultés conjoncturelles par 34 entreprises représentant 2 160 emplois directs, principalement dans le secteur de l'industrie manufacturière.

### Faciliter la création d'entreprises et le développement d'activités économiques

- **3 contrôles de service fait** ont été effectués par la DIRECCTE dans le cadre du Fonds d'Intervention pour les Services, l'Artisanat et le Commerce (FISAC), afin d'identifier et de soutenir les zones les plus fragiles du territoire.
- 6 déclarations de création d'emploi d'une durée indéterminée ou supérieure à 12 mois ont été enregistrées dans les **zones de revitalisation rurale (ZRR)**, lesquelles bénéficient d'une exonération totale de cotisations sociales pour les entreprises de moins de 50 salariés.
- **10 conventions pour la promotion de l'emploi** ont été signées en 2016 afin de favoriser la création d'activités économiquement viables et l'émergence de projets en faveur de l'emploi.

### Soutenir la revitalisation

- La loi du 18 janvier 2005 conduit les entreprises de plus de 1000 salariés ou appartenant à un groupe de plus de 1000 salariés qui procèdent à un licenciement collectif affectant par son ampleur l'équilibre d'un bassin d'emploi à contribuer à une opération de revitalisation. Pour le **bassin d'emploi d'Angers**, un dispositif de mutualisation a été mis en œuvre en 2007 par l'agence Angers-Loire-Développement (ALDEV), en association avec le Comité d'Expansion Économique et la Chambre de commerce et d'industrie de Maine-et-Loire. Cette convention a été prolongée par avenant jusqu'en novembre 2020. 67 entreprises ont été soutenues par ce fonds depuis sa création, ce qui a permis de créer 1 601 emplois (pour un objectif initial de 1 305). En mai 2016, un comité d'agrément a conduit à valider 3 projets concernant 130 emplois.



## Soutien à l'économie agricole

En 2016, le nombre de dossiers de demande d'autorisation d'exploiter déposés à la direction départementale des territoires (DDT) est en baisse de 11 %, après 3 ans de forte hausse (entre 2012 et 2015, les dépôts de dossiers avaient augmenté de 57 %).

Montant des aides à l'agriculture	
Paiements de la Politique Agricole Commune	110 M€
Programme pour l'Installation et le Développement des Initiatives Locales (PIDIL)	18 500 € (9 dossiers)
Dotation Jeune Agriculteur (DJA)	113 dotations /15 015 € en moyenne
PCAE Animal*	5,9 M€ (124 dossiers)
PCAE Végétal*	1,4 M€ (81 dossiers)
Aides à la modernisation des serres	239 376 €
Aide à la réduction d'activité laitière	2 500 € par exploitation (398 dossiers)

\* PCAE : Plan de Compétitivité et d'Adaptation des Exploitations agricoles

### La gestion des volumes laitiers

➤ Dans le cadre du **pacte de consolidation des exploitations agricoles**, une aide à la réduction de l'activité laitière a été mise en œuvre pour réguler la production laitière au niveau européen. D'octobre à décembre 2016, 398 producteurs ont bénéficié chacun de 2 500 €, pour une réduction de 10,72 % en volume de la référence laitière du Maine-et-Loire.

## Les actions de l'ADEME

- **L'Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME)** est intervenue en 2016 dans le département en soutenant un total de 68 actions correspondant à une aide de 13 Millions d'euros, soit 46 % du coût global des actions.

### Bilan par domaines d'activité

Domaine	Indicateur	Valeur 2016
Energie, changement climatique, qualité de l'air : bâtiment, énergies renouvelables électriques et thermiques, impacts environnementaux des entreprises, démarches énergie climat territoriales	Nombre d'actions	37
	Montant aide ADEME	13 208 000 €
Economie circulaire : déchets, productions et consommations durables, sites et sols pollués	Nombre d'actions	31
	Montant aide ADEME	1 200 000 €



Discours de Mme Ségolène Royal, Ministre de l'environnement, de l'Énergie et de la mer, Chargée des relations internationales sur le climat, à l'occasion des 25 ans de l'ADEME, le 7 mars 2017 à Angers

## État des lieux des énergies renouvelables en Maine-et-Loire

	Puissance produite (en MW)	Part de la production régionale	Projets en 2016
<b>Eolien*</b>	102,5	13 %	4 parcs éoliens ont été autorisés au titre du code de l'urbanisme
<b>Photovoltaïque</b>	92,5	23 %	Le schéma régional climat air énergie (SRCAE) a fixé à 650 MW l'objectif de puissance installée à atteindre en 2020 pour la région
<b>Biomasse (bois et méthanisation)</b>	6 unités de méthanisation à la ferme sont en fonctionnement (dont 2 nouveaux projets en 2016)		

\* Les projets éoliens sont soumis depuis janvier 2016 au régime de l'autorisation unique qui regroupe dans une seule procédure l'autorisation de permis de construire et d'installation classée. 5 projets ont nécessité une contribution au titre de l'ADS en 2016.

## Préservation du cadre naturel

La loi du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité a créé l'**Agence Française de la Biodiversité**, dont la mission est d'une part de regrouper et coordonner les actions publiques en faveur de la préservation de notre cadre naturel et d'autre part de développer et structurer les métiers de la biodiversité. Elle contribue également à sensibiliser la société aux enjeux de ces politiques. En 2016, elle a réalisé **159 contrôles au titre des gestions qualitative et quantitative de la ressource en eau** dans le Maine-et-Loire. Ces contrôles ont donné lieu à 38 procès verbaux de constatation dont 80 % ont fait l'objet d'une suite judiciaire.

### • La lutte contre les pollutions diffuses :

Un nouveau **Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux** pour le bassin Loire-Bretagne a débuté en 2016, et produira ses effets jusqu'en 2021. À ce titre, plusieurs actions ont été engagées en 2016 :

- ▶ Un état des lieux a été commandé dans l'optique de réduire le taux de nitrates et l'usage de produits phytosanitaires sur l'aire d'alimentation du captage du Ribou ;
- ▶ Un contrat territorial relatif au captage de Candé-Vritz a été signé, tandis qu'une étude sur la datation de l'eau et des analyses de différents points d'eau stratégiques ont été conduites ;
- ▶ 95 plans d'épandage de boues issues de stations d'épurations ont été contrôlés quant à leur teneur en nitrate par 789 contrôles terrain menés par la DDT, en particulier dans les ouvrages de prélèvement du bassin de l'Authion.

### • Police de l'environnement :

En 2016, les activités relatives à l'exercice de la police de l'environnement, tous services confondus, ont représenté environ 2 660 hommes/jours pour 1390 contrôles administratifs, 210 procès-verbaux et plus de 340 non-conformités décelées. 83 procédures de transactions pénales ont été enregistrées.

### • Cartographie des cours d'eau :

La DDT a poursuivi en 2016 le travail d'élaboration de la **carte des cours d'eau**. Il a permis de proposer un projet de cartographie des cours d'eau de Maine-et-Loire dont le linéaire est de 7 600 km, contre 5 500 km de cours d'eau BCAE (Bonnes Conditions Agro-Environnementales) jusqu'alors.

- **La qualité des eaux d'alimentation :**

Des actions de contrôle coordonnées de l'ensemble des services de l'État (notamment la DDT, l'AFB, l'ARS et l'UT DREAL) ont eu lieu sur les aspects viticoles, les effluents d'élevage et les périmètres de captages d'eau potable.

- **Politique forestière**

Au titre de la mise en œuvre de la politique forestière nationale, la DDT émet un avis sur l'élaboration des documents de gestion durable des propriétaires forestiers privés, contrôle leur bonne application, vérifie le respect des autorisations de coupe et de défrichage et participe au suivi de l'état sanitaire des boisements. En 2016, 38 nouveaux plans simples de gestion de forêts ont été présentés en vue de leur agrément et 14 d'entre eux ont fait l'objet d'une instruction technique avec visite sur place.

- **Encadrement des activités de chasse et de pêche**

La Commission Départementale de la Chasse et de la Faune Sauvage (CDCFS) s'est réunie à quatre reprises en formation plénière (dont l'examen des demandes de plans de chasse), et trois fois en formation spécialisée pour l'indemnisation des dégâts de gibier. En tant que gestionnaire de la chasse au gibier d'eau sur les cours d'eau domaniaux dont la gestion n'a pas été transférée au Conseil départemental, la DDT a délivré 290 licences en 2016 pour la Loire, le Louet, la Dive et le Thouet. 3 173 autorisations préfectorales concernant différents actes de chasse ont été attribuées dans l'année (attributions et rejets de plan de chasse, ouvertures d'élevages de gibiers, autorisations de destruction de nuisibles, etc.).



## Cohésion sociale



### L'accueil des étrangers

Au 31 décembre 2016, les demandeurs d'asiles bénéficiaient de 649 places ouvertes en centre d'accueil, 73 places d'hébergement d'urgence et 79 places d'accueil temporaire.

Un effort conséquent des services de l'État a été consenti dans le cadre du « Plan migrants ». 5 centres d'accueil et d'orientation (CAO) pour adultes ont ainsi été ouverts, permettant d'accueillir 170 personnes supplémentaires dans le département. Un CAO de 40 places consacré aux mineurs a également été ouvert. Sur l'ensemble de l'année 2016, 219 migrants ont ainsi été reçus. **Plus d'1 M€ ont été attribués par l'État aux collectivités locales, aux associations et aux CAO pour la mise en œuvre de ces dispositifs.**

460 personnes dont 82 enfants se sont vues accorder la nationalité française en 2016 (238 par décret, 123 par déclaration et 99 par manifestation de volonté ou à leur majorité). Le service de l'immigration et de l'identité nationale de la préfecture a organisé 4 cérémonies d'accueil dans la nationalité française au cours de l'année.



## Le logement des personnes défavorisées

- En application de la loi ALUR du 24 mars 2016, les EPCI dotés d'au moins un **quartier prioritaire de la politique de la ville** (Angers Loire Métropole, Saumur Val de Loire et Communauté d'agglomération du Choletais) ont chacun mis en place une **conférence intercommunale du logement (CIL)** dont l'objectif est de favoriser la mixité sociale dans les quartiers et au sein des immeubles.

Le **plan départemental d'actions pour le logement des personnes défavorisées (PDALPD)** développe des outils garantissant la bonne application du droit au logement, tels que le contingentement préfectoral en faveur des ménages défavorisés. Par ailleurs, la Direction départementale de la cohésion sociale a organisé des « **Assises du logement** » consacrées en 2016 à la « capacité à habiter » et ayant réuni près de 420 professionnels. La commission de coordination des actions de prévention des expulsions locatives a par ailleurs été saisie de 334 situations.

## Accompagnement du handicap

- Le **Plan régional d'insertion des travailleurs handicapés (PRITH)**, cofinancé par l'État et le Département, accompagne l'insertion socioprofessionnelle des personnes en situation de handicap. Par ailleurs, 16 entreprises adaptées ont bénéficié d'un soutien de l'État à hauteur de 1,3 M€ et de 826 postes de travailleurs handicapés.

## Droit des femmes

- **Égalité professionnelle :**  
En 2016, la DIRECCTE a procédé à l'enregistrement et au contrôle de conformité de **24 accords et 26 plans d'action** réalisés par des entreprises de moins de 50 salariés, qui ont l'obligation de prévoir des textes de mise en œuvre effective de l'égalité hommes/femmes.

- **Femmes victimes de violence :**  
La déléguée départementale aux droits des femmes et la DDCS ont veillé à l'application du **4<sup>e</sup> Plan Interministériel de prévention et de lutte contre les violences faites aux femmes (2014-2016)**. Dans ce cadre, les femmes victimes de violence ont eu accès à un hébergement d'urgence dédié et adapté ainsi qu'à un accompagnement social dans les délais les plus brefs. En 2016, les actions menées à ce titre ont permis de prendre en charge 637 femmes (contre 154 en 2014 et 480 en 2015).



## Politique familiale

- La démarche d'élaboration du **Schéma Départemental des Services aux Familles** a été lancée le 26 juin 2016. Il a pour mission d'identifier les besoins d'accueil du jeune enfant et de soutien à la parentalité ainsi que de lutter contre les inégalités sociales et territoriales. 4 orientations stratégiques et 17 objectifs opérationnels ont été établis sur la période 2017-2020.

## Programme de service civique

- La simplification de la procédure permise par la possibilité offerte au préfet de département de délivrer un agrément départemental a conduit à l'agrément de 55 structures, majoritairement associatives. En 2016, 529 jeunes volontaires ont réalisé une mission en service civique, pour une durée moyenne hebdomadaire de 27 heures, correspondant pour l'État à un versement de 4,1 M€.

## Actions en faveur des anciens combattants

- Plus de 330 000 € ont bénéficié aux actions en faveur des anciens combattants sur l'année. En 2016, 557 dossiers ont été présentés au cours de 5 commissions « solidarité ».

### RADIO YOU

La Webradio « Radio You » imaginée en 2016 par la DDCS en partenariat avec Radio G! s'inscrit dans le cadre du Plan Priorité Jeunesse. Elle est conçue comme une plate-forme participative rassemblant des productions sonores à destination des jeunes de 6 à 15 ans, de leurs parents et des professionnels de l'éducation.

**RADIO YOU**  
jeune, curieuse & ludique

## La politique de la ville



L'État met en œuvre des moyens à destination des habitants des quartiers prioritaires pour lutter contre la précarité. Les crédits afférents sont directement gérés par l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU).

### Poursuite des chantiers de rénovation urbaine

La loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine de février 2014 intègre les projets du programme de renouvellement urbain aux contrats de ville. De nouveaux protocoles de préfiguration ont été signés et mis en œuvre avec Angers Loire Métropole, et les agglomérations de Cholet et de Saumur.

### Financement de l'habitat privé

1 071 logements, dont 955 de propriétaires occupants, ont été réhabilités en 2016 à l'aide de l'allocation de 6,5 M€ proposée par l'ANAH. Dans le cadre du programme « Habiter Mieux » le Fonds d'aide à la réhabilitation thermique (FART) a également apporté 1,2 M€ dont 0,9 M€ au titre de l'aide de solidarité écologique (ASE).

### Financement du logement social

Les délégataires Angers Loire Métropole et le Département ont financé 1 198 logements sociaux dans le Maine-et-Loire.

La convention de délégation d'ALM a été reconduite pour la période 2016-2021.

### Les contrats de ville

En 2016, l'action de l'État dans les 13 quartiers prioritaires faisant l'objet de contrats de ville (avec Angers-Trélazé, Cholet et Saumur) a mobilisé un large public. 320 jeunes ont participé au succès de l'**Euro 2016 des quartiers** tenu les 7 juillet et 25 août. Au lycée Mendès France de Saumur, la **Classe de défense et de sécurité** proposée en classe de 3<sup>e</sup> participe à la diffusion d'un esprit de cohésion nationale.

# Aménagement territorial et modernisation de l'action publique

## Cohésion territoriale et relations avec les collectivités

### CONCOURS FINANCIERS QUELQUES CHIFFRES 2016

#### DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT

359 M€  
- 1,83 %

DGF GROUPEMENTS  
67 M€  
- 8,48 %

DGF DÉPARTEMENT  
105 M€  
- 9,47 %

DOTATION DE  
SOLIDARITÉ URBAINE  
28 M€  
+ 55,80 %

DGF COMMUNES  
126 M€  
- 1,95 %

DOTATION NATIONALE  
DE PÉRÉQUATION  
13 M€  
+ 3,30 %

DOTATION DE  
SOLIDARITÉ RURALE  
21 M€  
+ 14,44 %

#### FONDS DE COMPENSATION DE LA TVA

46 M€  
+ 1,41 %

#### DOTATION D'ÉQUIPEMENT DES TERRITOIRES RURAUX

9,4 M€  
- 0,08 %

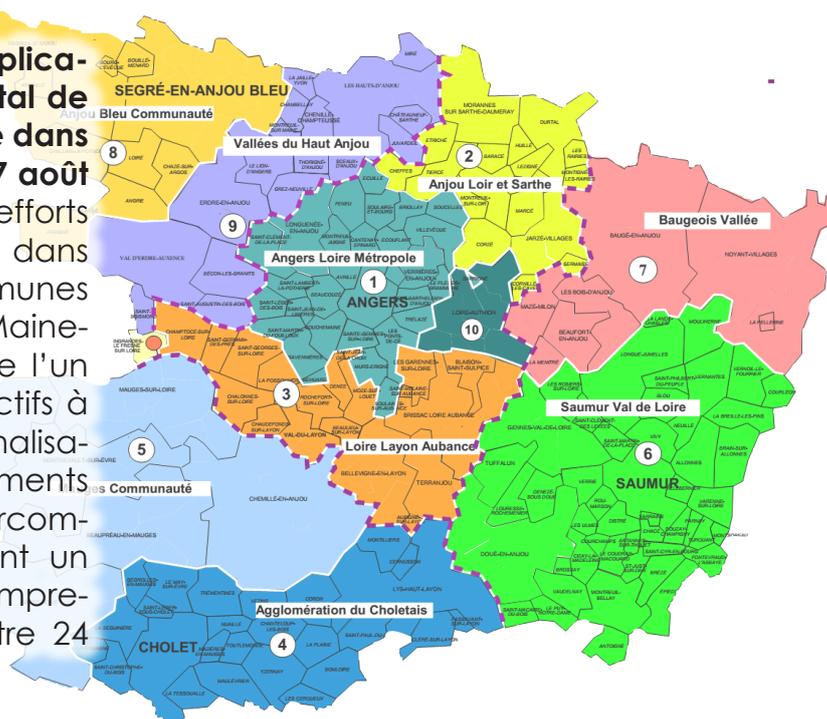
#### FONDS DE SOUTIEN À L'INVESTISSEMENT PUBLIC

9,7 M€

### Assistance technique et financière aux collectivités

- **Le Fonds de Soutien à l'Investissement Public Local (FSIPL)** a été mis en place en janvier 2016 pour relancer l'économie locale. En 2016, 9,7 M€ de subventions ont permis de financer 63 projets d'investissement représentant 30 M€ de travaux.
- **La dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR)**, qui s'est élevée à 9,4 M€ en 2016, a permis de financer 155 équipements de communes et EPCI du département.
- **Deux révisions importantes de ScoT** – dits « grenellisés » – ont été approuvés en 2016, en avril concernant le Pays des Vallées d'Anjou et en décembre concernant le pôle métropolitain Loire Angers. Les projets relatifs au Grand Saumurois et à l'Anjou Bleu Segréen sont en cours.
- **Contrôle des actes d'urbanisme** : La DDT a effectué en 2016 sa première année pleine d'exercice du contrôle de légalité des actes d'urbanisme. Dans ce cadre, elle a contrôlé 4 412 actes prioritaires parmi les 13 605 actes reçus.
- **Contrôle administratif et conseil aux collectivités** : Parallèlement à l'activité de contrôle de légalité (63 515 actes contrôlés en 2016) et de contrôle budgétaire (4 444 actes), la Préfecture a conseillé les collectivités territoriales pour la mise en œuvre de la **réforme de la commande publique** entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2016.

L'État a poursuivi en 2016 l'application du Schéma Départemental de Coopération Intercommunale dans le cadre de la Loi NOTRe du 7 août 2015. Il a accompagné les efforts des collectivités territoriales dans le département. 34 communes nouvelles ont vu le jour en Maine-et-Loire, qui s'impose comme l'un des départements les plus actifs à l'échelle nationale. La rationalisation de la carte des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) est également un succès, le département comprenant désormais 9 EPCI, contre 24 au début de l'année 2016.



## Modernisation des services de l'État

### Amélioration des services rendus

#### Aux collectivités locales :

- **Dématérialisation de la chaîne comptable et financière locale** : Fin 2016, 88% des collectivités locales avaient dématérialisé leurs pièces justificatives et 58 % d'entre elles avaient adopté la signature électronique.
- **Mise en place du réseau d'alerte SCORE** : Un plan d'action local destiné à améliorer les comptes locaux par le biais de partenariats entre les comptables des services de l'État et les collectivités locales a permis la détection de 3 communes en difficulté financière.
- **Révision foncière des locaux professionnels** : la méthode d'évaluation des valeurs locatives cadastrales des locaux professionnels évolue pour les rapprocher des valeurs de marché. La direction départementale des finances publiques a associé à cette réforme innovante les représentants des élus, les organisations professionnelles et les organismes consulaires.

#### Aux usagers :

- **Promotion du taux de paiement dématérialisé des impôts**, passé de 55,8 % en 2015 à 58,98 % en 2016 pour les particuliers.
- **Recours à la télétransmission des déclarations fiscales et des paiements des impôts** : le nombre d'entreprises adhérentes a augmenté de 5 % sur un an pour atteindre 38 590 en 2016.

- **Les contrats de ruralité**, initiés à la suite du Comité interministériel aux ruralités organisé à Privas le 20 mai 2016, favorisent la coordination des moyens techniques, humains et financiers pour donner **cohérence et lisibilité** aux politiques en faveur de la ruralité. Dans le Maine-et-Loire, l'État a signé un premier contrat de ruralité à la fin de l'année 2016 avec la communauté d'agglomérations (CA) Mauges Communauté puis deux autres au premier trimestre avec le PETR Anjou Bleu et la CA du Choletais. Le territoire départemental est totalement couvert par des contrats de ruralité (à l'exception d'Angers Loire Métropole non éligible à cette procédure) depuis la signature en juillet de contrats avec les intercommunalités de Anjou-Loir et Sarthe, Beaugeois Vallée, Loire-Layon-Aubance et Saumur-Val de Loire.
- **Le schéma départemental d'amélioration de l'accessibilité des services au public**, prévu par la loi NOTRe est co-élaboré par la préfecture et le département, pour une durée de 6 ans. Il établit un diagnostic sur l'accès aux services publics sur le territoire (remis fin 2016) et définit un programme d'actions destiné à renforcer l'offre de service dans les zones présentant un déficit d'accessibilité. Le projet de schéma a été présenté en juin 2017 aux élus pour une approbation formelle attendue en fin d'année.
- **Les Maisons de Services au Public (MSAP)** sont des nouvelles structures qui délivrent une offre de proximité et de qualité à l'attention de tous les publics. En un lieu unique, les usagers sont accompagnés par des agents dans leurs démarches de la vie quotidienne auprès de différents opérateurs publics (CPAM, CAF, CARSAT,...), permettant aux territoires ruraux d'accéder à une qualité de services similaire à celle des aires urbaines. Fin 2016, 11 MSAP étaient ouvertes en Maine-et-Loire, dont au moins une dans chaque EPCI à l'exception de la communauté urbaine d'Angers).



# Éducation, Sports et Culture

## ÉDUCATION

### Une École ouverte et adaptée

Au service de leur insertion sociale et professionnelle, les établissements du Maine-et-Loire accueillent plus de 2 700 élèves en situation de handicap scolarisés en milieu ordinaire, dont 1 800 dans l'enseignement public. Un tiers de ces élèves bénéficient d'un accompagnement humain.

### Une École au service de futurs citoyens responsables

La variété des parcours proposés aux élèves de primaire en 2016 accompagne la formation de leur identité citoyenne et de références artistiques en même temps que l'acquisition d'un socle de connaissance. Plus de 7 000 élèves ont ainsi participé au Prix littéraire de la Citoyenneté proposé dans le cadre du parcours « Citoyen ».

Parcours proposés : Avenir, Citoyen, Parcours d'Éducation Artistique et Culturelle, Parcours Éducatif de Santé.

## SPORTS

### Le développement du sport professionnel

L'action du Centre national pour le développement du sport (CNDS) est relayée par la DDCS. En 2016, 15 emplois ont été financés au bénéfice de 13 clubs sportifs et 2 comités départementaux, tandis que 11 contrats d'apprentissage ont été signés.

### Dispositif « Tous Prêts » - Euro 2016

Labellisée dans le cadre du dispositif « Tous Prêts », la Ville de Saumur a mis en place un programme d'actions à visées éducative et citoyenne dans le cadre de l'Euro 2016 de football : tournois de football, sensibilisation à l'arbitrage, à la citoyenneté, à la santé, rédaction de chartes et de banderoles citoyennes. Les actions ont été prioritairement destinées aux enfants et jeunes du quartier politique de la ville Hauts quartiers/chemin vert.

## CULTURE

### Une volonté de perpétuer la mémoire de notre pays

Le 29 octobre 2016, l'œuvre commémorative d'Armelle Benoit issue d'une commande publique « Instant Nomade » a été inaugurée en présence du Président de la République et de Mme la Préfète. Elle est érigée sur le site de Montreuil-Bellay, où 6 500 personnes avaient été internées comme « Tziganes » entre 1940 et 1946.

### Les subventions accordées par la DRAC dans le Maine-et-Loire

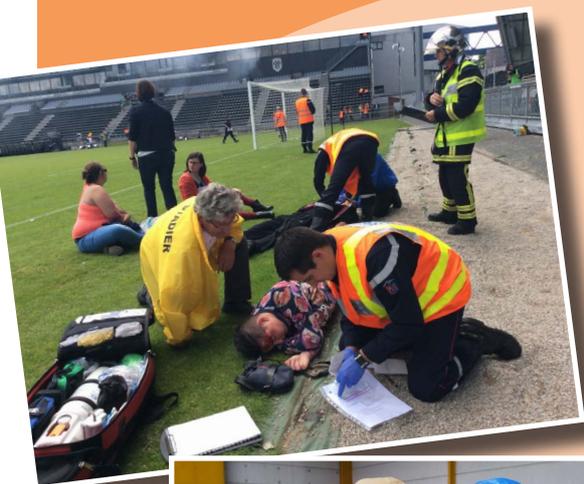
- Conservation, restauration et valorisation du patrimoine : 3,4 M€ (dont 1,2 M€ pour les monuments historiques) ;
- Soutien à la création : 2,7 M€ ;
- Démocratisation culturelle et transmission des savoirs : 2 M€ ;
- Livre et industries culturelles : 89 000 €.



# L'Année en images

Retrouvez l'année 2016 en images...

LES SERVICES DE L'ÉTAT S'ENTRAÎNENT TOUTE L'ANNÉE POUR MAINTENIR UN NIVEAU OPÉRATIONNEL EXIGEANT



MAIS AUSSI ...







## CONTACTS

**PRÉFECTURE  
DE MAINE-ET-LOIRE**  
Place Michel Debré  
49934 Angers cedex 9  
Tél : 02 41 81 81 81

**SOUS-PRÉFECTURE  
DE CHOLET**  
30 rue Tremolière  
49300 Cholet  
Tél : 02 41 81 82 82

**SOUS-PRÉFECTURE  
DE SAUMUR**  
33, rue Beaupaire BP 149  
49414 Saumur Cedex  
Tél : 02 41 81 83 83

**SOUS-PRÉFECTURE  
DE SEGRÉ-EN-ANJOU-BLEU**  
2, rue Lamartine - BP 40316  
49504 Segré Cedex  
Tél : 02 41 81 80 80